

*Affaires courantes*

Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances et député de Trois-Rivières a fait allusion au fait qu'il fallait épargner, ce qui est absolument ridicule lorsqu'on sait que son ministre, lorsqu'il établit un programme, que ce soit la TPS ou un autre programme de taxation—depuis 1984, ils ont ajouté 33 différentes taxes—on sait que chaque fois, ils vont voir leurs amis. . .

[Traduction]

. . . des relations publiques. Ils commencent par établir leurs programmes de relations publiques, puis ils affectent des sommes à la production de brochures qu'ils envoient à tous les citoyens pour leur dire combien il fait bon d'être taxé par le gouvernement conservateur. Ils dépensent 25 ou 30 millions pour des publications qui visent à informer les contribuables qu'ils vont être taxés. Peut-on appeler cela des compressions budgétaires?

Peut-on parler de compressions budgétaires quand tous les journaux du Canada, peu importe leur tirage, expliquent à fond en quoi consistent les mesures fiscales, informent leurs lecteurs des moindres changements qui y sont apportés et ainsi de suite? Tous les médias le font. Le gouvernement parle de restrictions budgétaires et, pourtant, il gaspillera des millions en publications et en publicité au sujet de la fiscalité. Il cherche à dorer la pilule aux citoyens.

[Français]

Je trouve cela tout à fait aberrant, ridicule! On parle d'économie, on parle de contraintes budgétaires du côté du gouvernement quand en réalité, on les voit gaspiller constamment.

Chaque fois que l'on parle de la dette nationale, chaque fois que l'on parle du déficit—et tout à l'heure on parlait du déficit, de la dette nationale—ils ne mentionnent pas qu'ils ont une moyenne d'environ 25 à 30 milliards de déficit par année, depuis 1984. Les députés du Parti conservateur, qui se vantent d'être des administrateurs financiers, sont sûrement de drôles d'administrateurs financiers s'ils se fient sur le fait qu'ils dépensent plus qu'ils ne reçoivent chaque année. Ils se lèvent à la Chambre pour parler constamment de restrictions budgétaires, de contraintes financières, alors qu'ils passent leur temps à faire du gaspillage.

Comme membre du Comité des comptes publics, j'apprends des histoires d'horreur constamment grâce à notre vérificateur général. Les deux députés du parti au pouvoir n'ont pas mentionné, par exemple, le gaspillage de 200 millions de dollars pour de la recherche, en Nouvelle-Écosse, il y a quelques années, pour de l'huile et du pétrole. Plutôt que de consacrer cette somme à la recherche, ils s'en sont servi à bâtir deux ponts, entres autres, deux ponts où on s'est aperçu qu'il n'y avait pas de routes qui s'y rendaient, pas plus qu'il n'y avait de routes

qui partaient de ces ponts. On avait bâti deux ponts, pour quelles raisons? Ensuite, on a bâti une route à travers une forêt, qui ne partait de nulle part et qui n'allait nulle part. Et là on se pose la question: Pourquoi ont-ils fait cela? À qui est-ce que la forêt appartenait? Est-ce que cela a haussé la valeur de la forêt, peut-être, ou du terrain autour? C'est une bonne question à se poser. C'est sûrement du gaspillage.

La seule recherche de gaz qu'ils ont pu réellement justifier, c'est le fait qu'ils ont donné à un collègue communautaire, à la faculté de l'art dentaire, des fonds à la recherche. Et j'imagine que les dentistes-professeurs ont sûrement trouvé un peu de gaz dans les dents des gens de la Nouvelle-Écosse. Donc, c'est tout à fait absurde que ces gens-là parlent constamment d'économie, qu'ils passent leur temps à pointer du doigt le Parti libéral et qu'ils retournent sept, huit ou neuf ans en arrière, mais qu'ils n'aillent pas plus loin. Je conseillerais fortement aux députés du Parti conservateur, lorsqu'ils pointent du doigt, historiquement, de cesser d'être sélectifs et de continuer à retourner un peu plus en arrière. Retournez à M. Clark, retournez à M. Diefenbaker, et arrêtez-vous peut-être à M. R.B. Bennett, et vous allez voir, vous allez perdre vos cheveux!

Monsieur le Président, pour revenir au rapport du Comité des comptes publics, je dois vous signaler que les membres de ce comité sont, pour la majorité, des membres de ce gouvernement. Et si nous avons pris un vote sur le rapport, c'est qu'il y avait une majorité du gouvernement à l'intérieur du comité. Alors les recommandations contenues dans le rapport n'ont pas été faites exclusivement par les Néo-démocrates et les Libéraux. Nous étions en minorité dans ce comité, et nous le sommes toujours. Et nous n'avons pas inventé les histoires que l'on retrouve dans le rapport. Le rapport a été préparé suite au rapport du vérificateur général. Le vérificateur général, lorsqu'il référait à la Loi de l'impôt sur le revenu, qui fut modifiée pour introduire un crédit d'impôt pour la recherche et le développement, a mentionné que le ministère avait dit que la perte serait de 100 millions de dollars. En réalité, elle fut de 2,5 milliards de dollars, ce qui est beaucoup plus considérable. Je suis sûr que les deux députés du parti au pouvoir conviendront que ce n'est pas de l'imagination, lorsqu'on compare 100 millions de dollars à 2,5 milliards de dollars, et qu'il y a absolument une grosse différence. Une perte de 100 millions de dollars devient une perte de 2,5 milliards de dollars. J'ai posé la question au comité à savoir s'ils avaient prévu cette perte de 2,5 milliards de dollars ou s'ils avaient prévu une perte de 100 millions de dollars. La réponse du sous-ministre du ministère des Finances, M. Gorbet, à ma question était la suivante: